

216

S<sup>r</sup> M. LARDET  
et  
H. GIRAUD

6<sup>e</sup> Arrondissement VB  
Études Voies

Ligne de CHATRAUROUX à MONTLUCON

Km 364 + 005

R.P. concédé à Sté Marcel LARDET  
et Henri GIRAUD

D. 52

Monsieur le Chef de la  
Subdivision de la Comptabilité VB  
(2 ex)

En application de la note Comptabilité  
n° 3224 du 8 mai 1947, je vous adresse ci-joints  
3 exemplaires du traité en date du 1<sup>er</sup> juin 1970  
passé avec la Société Marcel LARDET et Fils et  
M. Henri GIRAUD, pour régler les conditions  
d'exploitation de l'embranchement particulier visé  
en marge.

LE CHEF DU 6<sup>e</sup> ARROND<sup>e</sup> V.B.  
Signé : STOCK

Copie à M. le Chef de la 2<sup>e</sup> Section  
avec 2 ex du traité.

Copie à (C)  
avec 1 ex du traité.

MONTLUCON, le 20 JUIL. 1970

L'INGÉNIEUR PRINCIPAL  
Chef du 6<sup>e</sup> Arrond<sup>e</sup> V.B.

Signé : STOCK

Région du SUD-OUEST

entre les gares de MONTLUCON-EAU et de LA CHAPELAUDE

TRAITE d'EMBRANCHEMENT PARTICULIER

Entre :

La Société Nationale des Chemins de Fer Français (S.N.C.F.), dont le siège est à PARIS, 88 rue St-Lazare, représentée par M. GUERVILLE, Directeur de la Région du Sud-Ouest, agissant par délégation de M. GUIBERT, Directeur Général de cette Société,

d'une part,

Et la Société Marcel LARDET et Fils, dont le siège est à MONTLUCON (03), 15 rue de Pasquis, représentée par M. Georges LARDET, Gérant, agissant au nom et pour le compte de cette Société, en vertu des pouvoirs qui lui ont été spécialement conférés aux termes de la délibération du Conseil d'Administration d'Octobre 1962,

d'autre part,

Et M. Henri GIRAUD, 4 Rue Emile Zola à MONTLUCON (03)

également d'autre part,

La Société Marcel LARDET et Fils et M. Henri GIRAUD agissant conjointement et solidairement à l'effet des présentes,

IL A ETE CONVENU ET ARRETE CE QUI SUIT :

La Société Marcel LARDET et Fils et M. Henri GIRAUD désirant mettre un dépôt de matériaux de construction qu'ils possèdent sur le territoire de la commune de MONTLUCON (Allier) en communication avec la voie ferrée au moyen d'un embranchement particulier, la S.N.C.F. y consent et les parties sont d'accord pour que l'établissement et l'exploitation dudit embranchement aient lieu aux conditions stipulées dans le "Cahier des Conditions d'établissement, d'entretien et d'exploitation des embranchements particuliers (C.C.E.)" - édition du 1er Novembre 1966 - dont la Société Marcel LARDET et Fils et M. Henri GIRAUD reconnaissent avoir reçu un exemplaire, conditions qui seront complétées ou modifiées comme il est dit ci-dessous et auxquelles les intéressés déclarent, par les présentes, se soumettre sans restriction, ni réserve.

ARTICLES 1 et 4 du C.C.E.

La limite entre la première et la seconde partie de l'embranchement est indiquée sur le plan annexé au présent traité.

ARTICLE 8 du C.C.E.

Le terrain que l'embranché est autorisé à occuper en application de l'article 8 du C.C.E. pour y édifier les installations de seconde partie est repéré sur le plan annexé au présent traité.

La superficie des terrains occupés est de : 585 mètres carrés.

La redevance annuelle d'occupation correspondante est de : CENT TRENTE CINQ Francs SOIXANTE Centimes (135,60 F.) (1) (taxes non comprises).

En cas de variation dans les prix des tarifs marchandises en général cette redevance sera modifiée à la même date et dans la même proportion que les prix de ces tarifs.

Cette modification pourra également intervenir en cas d'aménagement de certains tarifs applicables aux transports commerciaux ayant entraîné une variation d'au moins 1 % du taux moyen des prix de transport de marchandises.

.../...

ARTICLE 10 du C.C.E.

La S.N.C.F. n'est tenue de desservir l'embranchement qu'une seule fois par jour.

Les wagons seront livrés sur la voie A et repris sur la voie B.

Il est précisé que les machines de la S.N.C.F. ne dépasseront pas les poteaux limites de circulation (voir plan) qui interdisent aux dites machines l'accès de certaines voies de l'embranchement.

Il est précisé en outre, que la voie C et la voie de tiroir devront être maintenues libres pour permettre l'évolution de la machine de manoeuvre.

La desserte régulière ne donne pas lieu à redevance.

ARTICLE 12 du C.C.E.

Le coefficient applicable à l'embranchement et servant de base au calcul de la redevance annuelle est fixé à : MILLE HUIT CENT QUARANTE HUIT points (1.848).

Catégorie de l'embranchement telle qu'elle est définie dans le tableau de l'Arrêté Ministériel du 6 Septembre 1966 : II a.

ARTICLE 13 du C.C.E.

Pour la taxation des marchandises, l'embranchement est considéré comme situé en gare de MONTLUCON-EAU.

COMPLEMENT à l'ARTICLE 13 du C.C.E.

Si les embranchés ont créé des installations de transvasement ou de transbordement de produits qui, quel que soit leur état physique, sont inflammables ou susceptibles de le devenir, de même s'ils envisagent de créer de telles installations ou de modifier les installations existantes, en vue d'expédier ou de recevoir de tels produits, ils doivent en aviser la S.N.C.F., laquelle déterminera en accord avec eux les mesures de sécurité à réaliser sur l'embranchement, mesures qui feront l'objet d'une consigne particulière.

Les embranchés devront aviser la S.N.C.F. de tout travail d'entretien, de renouvellement ou de modification des voies de 2ème partie afin de permettre à celle-ci de veiller au maintien des mesures de sécurité prescrites.

Le présent traité, qui annule et remplace le traité du 3 Février 1965, entrera en vigueur à la date de sa signature.

Fait en double exemplaire à MONTLUCON, le Premier Juin mil neuf cent soixante dix.

LE REPRESENTANT de la S.N.C.F.,

Signé : NEGRIER.

Signé : GIRAUD Henri

Signé : LARDET Georges.



MONTLUÇON, le 14 Décembre 1962

6<sup>e</sup> Arrondissement VB  
Études Voies

Ligne de CHATEAUXAUX à MONTLUÇON

PK. 364 + 005  
Embranchement particulier Giraud.

Monsieur le Chef de la Subdivision  
de la Comptabilité V.B.

216

En application de la note Comptabilité n° 3224 du 8 Mai 1947,  
je vous adresse, ci-joints, 3 exemplaires de l'avenant n°2 au  
traité en date du 25.3.55 passé avec M. Henri GIRAUD et Mme Paulotte  
GIRAUD, pour régler les conditions d'exploitation de l'embranchement  
particulier qui leur a été concédé au P.K. 364 + 005 de la ligne de  
Châteauxaux à Montluçon.

L'INGÉNIEUR PRINCIPAL  
Chef du 6<sup>e</sup> Arrond<sup>t</sup> V.B.

Signé : MICHEL

Copie à Monsieur le Chef de la 2<sup>e</sup>me Section (2ex.)

Avec 2 ex. de l'Avenant n°2.

MONTLUÇON, le 14 Décembre 1962

Copie à C.

L'INGÉNIEUR PRINCIPAL  
Chef du 6<sup>e</sup> Arrond<sup>t</sup> V.B.

Avec 1 ex. de l'Avenant n°2. Signé : MICHEL

SOCIÉTÉ NATIONALE DES CHEMINS DE FER FRANÇAIS  
RÉGION DU SUD-OUEST

Ligne de Châteauroux à Montluçon  
(PK. 364 + 005)

Embranchement particulier du dépôt de matériaux de construction  
de M. Henri GIRAUD et de Mme Paulette GIRAUD (épouse du docteur GOUTET)

AVENANT N° 2 AU TRAITE DU 25 MARS 1955

Entre :

La Société Nationale des Chemins de fer Français (S.N.C.F.) dont le siège est à Paris, 88, rue Saint-Lazare, représentée par M. LAMARQUE, Directeur de la Région du Sud-Ouest agissant par délégation de M. DARGEON, Directeur Général de la dite Société.

d'une part;

Et M. Henri GIRAUD et Mme Paulette GIRAUD (épouse du Docteur GOUTET) agissant conjointement et solidairement à l'effet des présentes et faisant élection de domicile à Montluçon :

M. Henri GIRAUD, 15 rue de Paquis,  
Mme Paulette GIRAUD, 3 Avenue Jules Ferry,

d'autre part ;

IL A ETE CONVENU ET ARRETE CE QUI SUIT :

Par traité en date du vingt-cinq mars mil neuf cent cinquante-cinq, amendé par un premier Avenant en date du quinze juin mil neuf cent soixante-deux, la Société Nationale des Chemins de fer Français (S.N.C.F.) a réglé avec M. Henri GIRAUD et Mme Paulette GIRAUD les conditions d'entretien et d'exploitation d'un embranchement particulier reliant un dépôt de matériaux de construction, au PK. 364 + 005 de la ligne de Châteauroux à Montluçon, entre les gares de La Chapelaude et de Montluçon-Eau.

Cet embranchement est actuellement considéré comme aboutissant au point de taxe de la Ville-Gozet ; dans le cadre du tarif n° 102 qui entrera en vigueur le 1er Octobre 1962, les transports qui en proviennent ou qui y sont destinés seront taxés comme s'ils étaient en provenance ou à destination de la gare de Montluçon-Eau.

En conséquence, les parties contractantes se sont mises d'accord pour annuler les dispositions de l'article 3 du traité et les remplacer par les suivantes :

.../...

ARTICLE 3 - Nouveau (Application de l'article 8 du C.C.E.)

Les transports en provenance ou à destination de l'embranchement seront taxés conformément aux dispositions des tarifs en vigueur applicables aux embranchements n'aboutissant pas à, une gare, étant entendu que l'embranchement, situé entre les gares de La Chapelaude et de Montluçon-Eau, sera assimilé en distance à la gare de Montluçon-Eau.

Le présent Avenant aura effet à compter du 1er Octobre 1962.

Il n'est rien changé aux autres stipulations du traité du 25 mars 1955 et de son Avenant du 15 Juin 1962.

Fait double à MONTLUCON, le trente et un Octobre mil neuf cent soixante-deux.

P. Le Directeur de la Région S.O.  
et par délégation  
L'Ingénieur  
Chef Adjoint du 6è Arrondt. Exploitation

Signé : GIRAUD

Signé : GIRAUD épouse GOUTET.

Signé : VERANT.

Montluçon, le 3 juillet 1962

6<sup>e</sup> Arrondissement VB  
Études Voies

Ligne de CHATEAURoux à MONTLUÇON

P.K. 364 + 005

E.P. GIRAUD

V.

Monsieur le Chef de la Subdivision  
de la Comptabilité V.B.

no 2/6

En application de la note Comptabilité n° 3224 du 8 mai 1947, je vous adresse ci-joints, 3 exemplaires de l'Avenant N° 1 au traité en date du 25 mars 1955 passé avec M. Henri GIRAUD et de Mme Paulette GIRAUD (épouse du Docteur GOUTET), pour régler les conditions d'exploitation de l'embranchement particulier qui lui a été concédé au P.K. 264 + 005 de la ligne de CHATEAURoux à MONTLUÇON.

L'INGÉNIEUR PRINCIPAL  
Chef du 6<sup>e</sup> Arrond' V.B.

Signé: RÉMONDET

- Copie à M. le Chef de la 2<sup>ème</sup> Section (2 ex.)

Avec 2 ex. de l'avenant n° 1 au traité.

- Copie à C - Avec 1 ex. de l'Avenant N° 1 au traité.

Montluçon, le 3 juillet 1962

L'INGÉNIEUR PRINCIPAL  
Chef du 6<sup>e</sup> Arrond' V.B.

Signé: RÉMONDET



SOCIETE NATIONALE des CHEMINS de FER FRANCAIS

REGION du SUD-OUEST

Ligne de CHATEAUROUX à MONTLUÇON

(PK 364 + 005)

entre les gares de MONTLUÇON-EAU et de LA CHAPELAUDE

Embranchement particulier du dépôt de matériaux de construction de M. Henri GIRAUD  
et de Mme Paulette GIRAUD (Epouse du Docteur GOUTET).

A V E N A N T n° 1

au traité du 25 mars 1955

Entre :

La Société Nationale des Chemins de Fer Français (S.N.C.F.) dont le siège  
est à Paris, 88, rue Saint-Lazare, représentée par M. GILMAIRE, Directeur de la Région  
du Sud-Ouest, agissant par délégation de M. DARGEOU, Directeur Général de ladite  
Société,

d'une part ;

et M. Henri GIRAUD et Mme Paulette GIRAUD (épouse du Docteur GOUTET)  
agissant conjointement et solidairement à l'effet des présentes et faisant élection  
de domicile à Montluçon :

- M. Henri GIRAUD 15, rue de Pasquis à ..... .
- Mme Paulette GIRAUD 3, Avenue Jules Ferry

d'autre part ;

IL A ETE CONVENU et ARRETE CE QUI SUIT :

Par traité en date du vingt cinq Mars mil neuf cent cinquante cinq, la Société  
Nationale des Chemins de Fer Français (S.N.C.F.) a réglé avec M. Henri GIRAUD et Mme  
Paulette GIRAUD, les conditions d'entretien, d'exploitation et de modification éven-  
tuelle d'un embranchement particulier reliant un dépôt de matériaux de construction  
au PK. 364+005 de la ligne de Châteauroux à Montluçon, entre les gares de Montluçon-Eau  
et de La Chapelaude.

La S.N.C.F. ayant décidé de modifier :

- les installations de sécurité de l'embranchement ;
- les conditions de taxation des transports en provenance ou à destination de l'embran-  
chement ;
- les conditions de desserte ;

.....

les parties contractantes se sont mises d'accord pour annuler les dispositions faisant l'objet des articles 2, 3 et 4 du traité sus-rappelé et pour les remplacer par les suivantes :

ARTICLE 2 (nouveau)

La S.N.C.F. n'est tenue de desservir l'embranchement qu'une fois par jour.

Les wagons seront livrés sur la voie A et repris sur la voie B.

Il est précisé que les machines de la S.N.C.F. ne dépasseront pas les poteaux limites de circulation (voir plan) qui interdisent aux dites machines l'accès de certaines voies de l'embranchement.

Il est en outre précisé que la voie C et la voie de tiroir devront être maintenues libres pour permettre l'évolution de la machine de manoeuvres.

Les dessertes régulières effectuées dans ces conditions ne donneront pas lieu à redevances.

ARTICLE 3 -(nouveau)- Application de l'article 8 du C.C.E.

Les transports en provenance ou à destination de l'embranchement seront taxés conformément aux dispositions des tarifs en vigueur applicables aux embranchements situés entre plusieurs gares, étant entendu que l'embranchement situé entre les gares de La Chapelaude et de Montluçon-Eau à 9 461 mètres de la gare de La Chapelaude et à 697 mètres de la gare de MONTLUCON-EAU sera considéré comme aboutissant à la gare de MONTLUCON-EAU.

ARTICLE 4 (nouveau) - Application de l'article 9 du C.C.E.

§ 1	{ Superficie des terrains occupés :		
	- cinq cent quatre vingt cinq mètres carrés		585 m2
	{ Redevance annuelle d'occupation :		
	- seize nouveaux francs soixante dix centimes		16,70 NF
§ II	{ Redevance forfaitaire annuelle concernant les dépenses d'entretien et de renouvellement des installations de la 1ère partie :		
	- Neuf cent cinquante nouveaux francs		950 NF
	{ Taux de base du calcul des prestations (dessertes autres que les dessertes régulières) :		
	- Prix de l'heure d'un engin de manoeuvres :		
	avec { 2 agents de conduite :		37,50 NF
	{ 1 agent de conduite :		33,75 NF
	- Prix de l'heure d'un agent de l'Exploitation :		3,75 NF

Il n'est rien changé aux autres stipulations du traité du 25 mars 1955.

Fait double à MONTLUCON, le quinze juin mil neuf cent soixante deux.

P. Le Directeur de la Région Sud-Ouest  
et par délégation

L'Ingénieur, Chef Adjt d'Arrondissement Exploitation  
Signé : VERANT

Signé : GIRAUD

Signé : GIRAUD, femme GOUTET

YG

6<sup>e</sup> Arrondissement VB  
CHATEAUBOUX-MONTLUÇON  
P.K. 364+005  
Embranchement GIRAUD

216  
MONTLUÇON, le 1<sup>er</sup> Juin 1955

V.

Monsieur le Chef de la Subdivision  
de la Comptabilité V.B.

En application de la note Comptabilité n° 3224 du 8 mai 1947, je vous adresse ci-joint, accompagnées d'un plan, 3 exemplaires du traité type C.C.E. en date du 25 mars 1955 passé avec M. Henri GIRAUD et Mme P. GIRAUD pour régler les conditions d'exploitation de l'embranchement particulier qui lui a été concédé près de la gare de MONTLUÇON au P.K. 364+005 de la ligne de Châteaoux à Montluçon.

Ce traité annule et remplace à partir du 1<sup>er</sup> Janvier 1953 celui daté du 1<sup>er</sup> Juin 1948.

*fait* M. et Mme P. GIRAUD ayant fait abandon au profit de la S.N.C.F. des installations de la 1<sup>ère</sup> partie de leur embranchement, cet embranchement est à rayer sur la liste jointe à la lettre n° 230 du 14-1-54

Le sous-compte n° 1002 est à annuler à partir du 1-1-53.

Le Chef du 6<sup>e</sup> Arrondissement V.B.,  
*Signé: ALAUZEY*

COPIE à : 2ème SECTION (2 ex)

avec 2 ex. du traité du 25-3-55

Prendre note.

COPIE à : C. - avec 1 ex. du traité du 25-3-55  
Prendre note.

MONTLUÇON, le 1<sup>er</sup> Juin 1955  
Le Chef du 6<sup>e</sup> Arrondissement V.B.,  
*Signé: ALAUZEY*

JL

SOCIETE NATIONALE des CHEMINS de FER FRANCAIS

Région du SUD-OUEST

Ligne de CHATEAUROUX à MONTLUCON

(P.K. 364 + 005)

entre les gares de LA VILLE-GOZET - MONTLUCON-EAU  
et LA CHAPELAUDE.

Embranchement particulier du dépôt de matériaux de construction  
de M. Henri GIRAUD et de Mme Paulette GIRAUD (épouse du Docteur GOUTET)

T R A I T E

Entre :

La Société Nationale des Chemins de Fer Français (S.N.C.F.) dont le siège est  
à PARIS, 88, rue Saint-Lazare, représentée par M. GIRETTE, Directeur de la Région  
du Sud-Ouest, agissant par délégation de M. BOYAUX, Directeur Général de la dite  
Société;

d'une part;

et M. Henri GIRAUD et Mme Paulette GIRAUD (épouse du Docteur GOUTET) agissant  
conjointement et solidairement à l'effet des présentes et faisant élection de domi-  
cile à Montluçon :

M. Henri GIRAUD, 15, rue de Pasquis,  
Mme Paulette GIRAUD, 3, Avenue Jules Ferry,

d'autre part;

IL A ETE CONVENU ET ARRETE CE QUI SUIT :

M. Henri GIRAUD et Mme Paulette GIRAUD (épouse du Docteur GOUTET) possèdent sur  
le territoire de la commune de MONTLUCON (Allier) un dépôt de matériaux de construc-  
tion qu'ils désirent maintenir en communication avec la voie de fer au moyen d'un  
embranchement particulier déjà établi et relié au P.K. 364+005 de la ligne de Châ-  
teauroux à Montluçon.

La Société Nationale des Chemins de Fer Français y consent et les parties sont  
d'accord pour que l'entretien, l'exploitation et la modification éventuelle du dit  
embranchement aient lieu aux conditions stipulées dans le "Cahier des Conditions  
d'Etablissement, d'Entretien et d'Exploitation des Embranchements Particuliers"  
(C.C.E.), édition du 18 septembre 1950, enregistré à la même date à PARIS, 1er  
S.S.P. n° 269, dont M. Henri GIRAUD et Mme Paulette GIRAUD reconnaissent avoir reçu  
un exemplaire, conditions qui sont complétées ou modifiées comme il est dit ci-après  
et auxquelles M. Henri GIRAUD et Mme Paulette GIRAUD déclarent par les présentes,  
se soumettre sans restriction ni réserve.

.....



ARTICLE 1er - (Application de l'Article 1er du C.C.E.)

L'embranchement est établi conformément au plan annexé au présent traité.

ARTICLE 2 - (Application de l'Article 4 du C.C.E.).

La S.N.C.F. n'est tenue de desservir l'embranchement qu'une fois par jour.

Les wagons seront livrés sur la voie A et repris sur la voie B.

Il est précisé que les machines de la S.N.C.F. ne dépasseront pas les poteaux limites de circulation (voir plan) qui interdisent aux dites machines l'accès de certaines des voies de l'embranchement.

Il est, en outre, précisé que la voie C et la voie de tiroir devront être maintenues libres pour permettre l'évolution de la machine de manoeuvres.

La situation de l'embranchement, par suite de son raccordement sur une voie en déclivité, nécessitant pour sa desserte la mise en marche d'une manoeuvre spéciale venant de la gare de Montluçon et cette manoeuvre devant, en outre, exécuter des mouvements supplémentaires pour conduire et reprendre les wagons, sur la deuxième partie de l'embranchement, il sera perçu pour chaque desserte régulière, une redevance forfaitaire indiquée à l'article 4 ci-après.

ARTICLE 3 - (Application de l'Article 8 du C.C.E.)

Les transports en provenance ou à destination de l'embranchement seront taxés conformément aux dispositions des tarifs en vigueur applicables aux embranchements situés entre plusieurs gares, étant entendu que l'embranchement situé entre les gares de Montluçon-Eau, La Ville-Gozet et La Chapelaude à 1645 mètres de la gare de Montluçon-Eau, à 886 mètres de la gare de La Ville-Gozet et à 9461 mètres de la gare de La Chapelaude sera considéré comme aboutissant à la gare de La Ville-Gozet.

ARTICLE 4 - (Application de l'Article 9 du C.C.E.)

- § I { Superficie des terrains occupés :  
- cinq cent quatre-vingt cinq mètres carrés ..... 585 m2
- § I { Redevance annuelle d'occupation :  
- Mille deux cent soixante dix francs ..... 1.270 Frs.
- § II A { Redevance forfaitaire annuelle concernant les dépenses  
d'entretien et de renouvellement des installations  
de la 1ère partie :  
- quatre-vingt six mille cinq cent trente francs ... 86.530 Frs.

(Taux de base du calcul des prestations  
(dessertes autres que les dessertes régulières)

- § III { - Prix de 1'heure d'une machine de manoeuvres  
avec { 2 agents Traction ..... 2.851 Frs.  
      { 1 agent Traction ..... 2.566 Frs.
- § III { - Prix de 1'heure d'un agent de l'Exploitation ... 285 Frs.
- § III { - Redevance forfaitaire pour chaque manoeuvre de  
desserte régulière à raison de 5 minutes par  
opération, avec une machine de manoeuvres,  
1 agent Traction et 2 agents Exploitation ..... 261 Frs.

ARTICLE 5 - Pour l'exécution des présentes, les parties font élection de domicile, savoir :

- La Société Nationale des Chemins de Fer Français, à son siège social, 88, Rue Saint-Lazare, à PARIS,
- M. Henri GIRAUD, 15, rue Pasquis à MONTLUÇON,
- et Mme Paulette GIRAUD (épouse du Docteur GOUTET) 3, Avenue Jules Ferry à MONTLUÇON,

auxquels lieux tous actes seront bien et valablement signifiés.

Fait double à Montluçon, le vingt cinq mars mil neuf cent cinquante cinq

P. le Directeur de la Région Sud-Ouest  
et par délégation,  
L'INGENIEUR, Chef du 6<sup>e</sup> Arrondissement  
Exploitation,  
de TESSIERES

Lu et approuvé,  
H. GIRAUD  
P. GIRAUD

Exploitation  
6ème arrondissement  
Montluçon

E. 52/707

MONTLUÇON-EAU

Embranchement particulier

Henri GIRAUD  
et Mme Paulette GIRAUD  
(épouse Docteur GOUTET)

216  
Montluçon, le 5 Août 1948

Monsieur le Chef d'Arrondissement V.B.  
à Montluçon

Je vous adresse, ci-joint, une copie du traité en date du 1er Juin 1948, passé avec M. HENRI GIRAUD et Mme Paulette GIRAUD (épouse du Docteur GOUTET) héritiers légaux de M. CLUZET, pour régler les nouvelles conditions d'exploitation de l'embranchement particulier dont ils sont concessionnaires à la gare de Montluçon-Eau.

Ce traité remplace, à compter du 1er Juin 1948, le traité daté du 1er Juillet 1943 établi au nom de M. P.J.M. CLUZET.

J'attire votre attention sur la redevance de manœuvre prévue à l'art. 4 de ce traité.

P. L'Inspecteur Ppal Adjoint

signé: .....

COPIE transmise à C ~~et à la gare de Montluçon~~

Avec ci-joint 1 exemplaire du traité en date du 1er Juin 1948

11-8-Août 1948

Le Chef d'Etudes,

Paul

*Je fais réaliser  
quadrillage de l'eff. de  
travaux effectués à  
Jusqu'à*

S.N.C.F.  
REGION DU SUD-OUEST  
VOIE ET BATIMENTS  
Subdivision  
de la Comptabilité

Arrond<sup>t</sup> N° 23 081 - V.

PARIS, le 25 Août 1943.

D 52

N° 6 423

Monsieur le Chef du 6<sup>e</sup> Arrond<sup>t</sup>,

Ci-joint 4 exemplaires du traité type CCE en date du 1<sup>er</sup> Juillet dernier passé avec M. P.I.M. CLUZET pour régler les nouvelles conditions d'exploitation de son embranchement particulier<sup>4</sup> à MONTLUÇON-EAU.  
<sup>situé</sup>

Ce traité annule et remplace, à compter du 1<sup>er</sup> Juillet dernier, les traités des 2 et 3 Novembre 1931.

Les dépenses d'entretien de la 1<sup>re</sup> partie qui reste propriété de l'embranché devront être comptabilisées, au compte "Travaux et Fournitures pour Divers" s/c 65002.

P. le Chef du Service  
de la Voie et des Bâtiments,  
Signé: "BLONDEL"

Copie transmise à Monsieur le Chef de la 2<sup>e</sup> Section, avec 2 exemplaires du traité.

et à la Comptabilité, avec 1 ex. du traité.

27 Août 1943.

Le Chef du 6<sup>e</sup> Arrondissement,

P. Le Chef du 6<sup>e</sup> Arrond<sup>t</sup>

Le Chef Adjoint

*penig*

*penig*